

Chine à l'Organisation des Nations Unies, note que cette résolution n'a pas été mise en œuvre par certaines organisations où la place de la République populaire de Chine a été usurpée par la clique de Tchang Kaï-check. Dans son libellé actuel, le paragraphe 1 de l'article 15 ouvre la porte à cette clique et c'est pourquoi la délégation chinoise ne peut l'accepter.

89. M. KHMIL (République socialiste soviétique d'Ukraine) estime que la formule qui figure à la fin du paragraphe 2 ne correspond pas à celle utilisée dans les documents de caractère juridique, et qu'au lieu de dire "qui l'auront signée", il aurait été préférable de dire "qui auront signé la présente Convention". Par ailleurs, le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine pense qu'il n'est pas indiqué clairement que la ratification est nécessaire.

90. M. ROPOTAN (Roumanie) estime lui aussi qu'il faut insister sur l'universalité de la convention et que tous les Etats doivent avoir le droit de participer aux conventions des Nations Unies.

91. M. VON KYAW (République fédérale d'Allemagne) préférerait que le libellé du paragraphe 1 ne soit pas modifié. En effet, si on adoptait une autre formule, on courrait peut-être le risque de voir une entité quelconque déclarer qu'elle constitue un Etat.

92. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il ne s'agit nullement d'ouvrir, à propos de l'article 15, une discussion sur ce

qu'est un Etat, notion bien connue en droit international. Pour ce qui est de la formule "de tous les Etats", elle figure dans de nombreuses conventions. Si des difficultés surgissent, il s'agit non pas de difficultés d'ordre juridique mais de difficultés nées de manœuvres politiques discriminatoires.

93. M. NENEMAN (Pologne) déclare qu'il a été prouvé au cours des dix dernières années que la formule dite de Vienne était dépassée et il invite donc les auteurs à accepter la formule "de tous les Etats".

94. M. BOURGOIN (France) tient à faire observer que la formule dite de Vienne qui est utilisée dans le paragraphe 1 est une formule élargie, puisqu'il est dit "et de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie à la convention". Par ailleurs, la clause considérée n'est pas spéciale à la Convention. Puisque les membres de la Commission savent qu'ils ne se prononceront pas au cours de la session en cours sur les projets d'articles, le représentant de la France propose d'attendre la session suivante pour instaurer un débat sur la formule utilisée.

95. En ce qui concerne la question de la ratification, M. Bourgoïn fait observer, en réponse à la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine, qu'au paragraphe 2 du texte français l'expression "sera soumise à ratification" est conforme à l'usage. Il faudrait peut-être revoir le libellé du texte russe.

La séance est levée à 18 h 5.

1996^e séance

Lundi 15 octobre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.1996

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé : rapport du Secrétaire général (suite)
[A/9073]

PROJET DE CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES EN MISSION PÉRILLEUSE DANS LES ZONES DE CONFLIT ARMÉ (fin)

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à poursuivre l'examen des articles d'un projet de convention pour la protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé (A/9073, annexe I).

Article 16

2. M. CEDE (Autriche), notant qu'il est stipulé au paragraphe 2 de cet article que la convention entrera en vigueur pour chacun des Etats qui la ratifieront ou y adhéreront après le dépôt du trentième instrument de ratification ou d'adhésion, déclare que selon la délégation autrichienne, ce nombre est trop élevé et qu'il conviendrait de l'abaisser.

3. M. BOURGOIN (France) dit que le nombre trente a été retenu pour tenir compte d'un amendement présenté par le Canada. La délégation française est elle aussi d'avis que s'agissant d'une convention humanitaire, ce chiffre est trop élevé.

Article 17

4. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la disposition qui est énoncée au paragraphe 1 de cet article n'est pas satisfaisante car les différends ne doivent être portés devant la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à leur sujet que lorsque les deux parties au différend se mettent d'accord sur ce point. C'est pourquoi il faut remplacer les mots "à la requête de toute partie au différend" par "avec l'assentiment de toutes les parties au différend". Dans ces conditions, le paragraphe 2 ne serait plus nécessaire. De plus, avec l'accord de toutes les parties, les différends pourraient également être réglés d'autre manière.

5. M. BOURGOIN (France) souligne que l'article 17 a un caractère facultatif et n'intéresse que les deux parties en cause. De plus, le paragraphe 1 dispose expressément que les parties à un différend peuvent convenir "d'un autre mode de règlement".

Article 18

6. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'il faut supprimer la troisième phrase de cet article puisqu'elle n'a pas vraiment de raison d'être. Il faut recourir à la procédure ordinaire pour dénoncer une convention.

7. M. GRAEFRAETH (République démocratique allemande) appuie la suggestion de l'URSS et signale que cet article est en contradiction avec les paragraphes 4 et 5 de l'article 5 qui stipulent que la carte ne sera plus valable au-delà d'une période de douze mois et qu'elle pourra en outre être retirée avant l'expiration de ce délai. L'article 18 est superflu et contraire à la souveraineté des Etats.

Articles 19, 20 et 21

8. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'observations sur ces articles, il considérera que la Commission a achevé l'examen du projet de convention, article par article.

9. M. BOURGOIN (France) remercie toutes les délégations qui ont participé au débat et formulé des observations sur le projet de convention.

EXAMEN D'UN PROJET DE RÉSOLUTION

10. M. COSTA COUTO (Brésil) annonce que sa délégation et celle du Pakistan, après s'être entretenues avec les auteurs du projet de convention et un grand nombre de délégations, ont décidé de présenter un projet de résolution¹ qui tienne compte du désir commun d'élaborer une convention qui soit acceptée et appliquée par l'ensemble de la communauté internationale. Il est encore trop tôt pour mettre le projet aux voix, mais les débats qui ont eu lieu à la Troisième Commission depuis la vingt-sixième session ont été très utiles et ont donné aux auteurs une vue d'ensemble sur la position des gouvernements. Grâce à l'esprit de conciliation des auteurs, le document a été considérablement amélioré. De l'avis des délégations brésilienne et pakistanaise, il faut ajourner la décision relative au projet de convention jusqu'à ce qu'ait eu lieu la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit humanitaire applicable dans les conflits armés prévue pour 1974. On pourrait alors examiner ce projet une quatrième fois, en tenant compte du résultat de ladite conférence.

11. Le PRÉSIDENT comprend que le projet de résolution intéresse la procédure et reflète l'opinion de la majorité des délégations. La Troisième Commission pourra se prononcer à son sujet à la séance suivante quand elle en aura reçu le texte.

POINT 56 DE L'ORDRE DU JOUR**Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (A/9133 et Add.1 et 2)**

12. M. SCHREIBER (Directeur de la Division des droits de l'homme) dit qu'il est particulièrement opportun que la Troisième Commission passe en revue, à ce stade de ses délibérations, les mesures et les activités entreprises ou envisagées sur le plan international aussi

bien qu'au niveau gouvernemental dans le but de célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un quart de siècle, du point de vue de l'histoire universelle, c'est une très brève période mais à l'époque actuelle l'humanité évolue à un rythme accéléré. En vingt-cinq ans, la carte politique de la planète s'est considérablement modifiée et les progrès extraordinaires de la science et de la technologie, en réduisant les distances, en facilitant les contacts, les échanges, les communications, ont contribué à donner un caractère d'universalité aux problèmes économiques, sociaux ou humanitaires qui se posent, et à faire prendre conscience aux hommes de tous les pays de l'unité fondamentale de leurs aspirations et de leurs préoccupations. On continue cependant à considérer la Déclaration universelle comme un instrument susceptible de contribuer utilement au respect universel et effectif des droits de l'homme, qui constitue un des objectifs majeurs de la Charte des Nations Unies.

13. Il est incontestable que la Déclaration universelle des droits de l'homme a aidé les hommes, les femmes et les enfants, qu'elle a guidé et inspiré des hommes d'Etat et des législateurs. De nombreuses constitutions et législations nationales promulguées depuis l'adoption de la Déclaration reprennent ses dispositions ou en reproduisent les termes. De leur côté, les organes des Nations Unies, ceux des institutions spécialisées ou des organisations régionales lui ont donné un appui constant et sans réserve. Grâce à cet appui au niveau gouvernemental, soutenu et encouragé par les organisations privées dans tous les secteurs d'activités humaines, la Déclaration universelle a vu grandir son prestige et s'affirmer son autorité. Entre autres instruments, la Proclamation de Téhéran², qui a reçu l'accord unanime des représentants de 84 Etats et la Déclaration solennelle adoptée à l'unanimité le 24 octobre 1970, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies [résolution 2627 (XXV) de l'Assemblée générale], permettent de mesurer le chemin parcouru depuis 1948. Du concept d'un idéal commun, d'une conception commune des droits et des libertés, on est progressivement arrivé à la notion d'une obligation à remplir, d'un devoir à accomplir envers l'humanité tout entière.

14. Même des Etats qui n'avaient pas participé en 1948 à l'élaboration de la Déclaration universelle, car ils n'avaient pas encore atteint un statut d'indépendance ou n'étaient pas membres de l'Organisation des Nations Unies, en ont pleinement accepté les termes et ont contribué activement à l'élaboration de nouveaux instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme. D'autre part, chaque fois que l'occasion s'est présentée de discuter, avec la jeune génération, les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments des Nations Unies dans ce domaine, les jeunes en ont accepté sans hésitation la validité et la pertinence et se sont offerts à aider à en assurer l'application. Il n'est donc plus douteux que parmi les aspects positifs de l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies en matière de droits de l'homme, une place prépondérante revient à la définition d'une éthique qui transcende la diversité des

² *Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.2), chap. II.

¹ Distribué ultérieurement sous la cote A/C.3/L.2009.

cultures et des systèmes politiques et juridiques et souligne les valeurs humaines fondamentales.

15. M. Schreiber rappelle que, lors de la vingt-septième session, le Secrétaire général avait présenté à l'Assemblée générale conformément à la résolution 2860 (XXVI), un rapport qui contenait des suggestions quant au programme d'activités pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme³. Les suggestions formulées dans ce rapport soulignaient que cet anniversaire ne devait pas seulement être l'occasion de cérémonies ou de manifestations commémoratives, mais qu'il devait susciter des activités qui serviraient effectivement la cause des droits de l'homme. Le Secrétaire général avait suggéré que pour obtenir le maximum de résultats concrets, il fallait viser quatre objectifs précis. Tout d'abord, le programme d'activités devait servir de stimulant à l'adoption des mesures visant à accélérer, à l'échelon national, les études préparatoires et les consultations interdépartementales de nature à entraîner une ratification rapide des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, et leur entrée en vigueur. En second lieu, il devait permettre à la communauté internationale d'accomplir un pas décisif sur la voie de l'élimination du fléau de notre temps que constitue la discrimination raciale. En troisième lieu, il était nécessaire de développer l'enseignement relatif au système international de protection des droits de l'homme, non seulement au niveau universitaire mais également au niveau de l'enseignement intermédiaire et spécialisé. Enfin, il fallait organiser sous les auspices des Nations Unies des réunions où, après avoir dûment examiné les problèmes qui concernent les droits de l'homme à la lumière des événements récents et les perspectives d'avenir, on déterminerait les nouveaux domaines et les nouvelles questions sur lesquels l'ONU pourrait faire porter ses efforts en priorité.

16. En ce qui concerne le premier de ces objectifs, M. Schreiber indique que les Pactes internationaux n'ont été ratifiés que par 19 Etats, quoique plusieurs autres soient sur le point de déposer leur instrument de ratification. Par exemple, le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a annoncé tout récemment à la tribune de l'Assemblée générale (2126^e séance plénière) que le Présidium du Soviet suprême de l'URSS avait ratifié les Pactes. Il faut espérer qu'avant le 10 décembre, d'autres Etats pourront faire savoir qu'ils sont à même de déposer leur instrument de ratification ou d'adhésion ou qu'ils sont en bonne voie de le faire, contribuant ainsi à rapprocher la communauté internationale du moment où la Déclaration universelle des droits de l'homme deviendra la Charte internationale des droits de l'homme et un élément décisif de l'application de l'Article 56 de la Charte des Nations Unies.

17. En ce qui concerne le second objectif, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission, a décidé dans sa résolution 2919 (XXVII) de proclamer la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et d'en inaugurer les activités le 10 décembre 1973, jour du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Troisième Commission

vient d'approuver le programme de la Décennie dont la mise en œuvre aux niveaux national, régional et international, aussi bien que dans le cadre du système des Nations Unies, devra aboutir à extirper les préjugés raciaux et mettre fin aux politiques et aux régimes racistes.

18. Pour ce qui est de la nécessité de développer l'enseignement des droits de l'homme afin d'obtenir que les principes proclamés dans la Déclaration universelle et dans les instruments internationaux qui les ont traduits en termes juridiques et pratiques soient diffusés et portés à la connaissance de ceux qui doivent les appliquer aussi bien que de ceux qui doivent en bénéficier, la Commission des droits de l'homme s'en préoccupe activement avec le concours de l'UNESCO. A sa vingt-neuvième session, la Commission s'est notamment interrogée sur les moyens d'encourager l'enseignement et la recherche sur les droits de l'homme dans les universités, et aux termes de sa résolution 17 (XXIX)⁴ elle a prié l'UNESCO de continuer à étendre ses activités à cet égard. Elle a également, dans cette même résolution, signalé à l'attention du Conseil économique et social qu'elle était favorable à l'organisation d'un centre d'enseignement et de recherche dans le domaine des droits de l'homme dans le cadre de l'Université des Nations Unies créée par la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale.

19. Enfin, pour ce qui est des réunions qui permettraient d'orienter l'action future de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme en fonction des problèmes qui revêtent une priorité ou une urgence particulière dans les différentes régions du monde, le Secrétaire général est en mesure d'organiser grâce à une invitation du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, dans le cadre du programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, un séminaire sur ce thème qui se tiendra à Dar es-Salam le mois prochain. Dans la mesure où d'autres invitations parviendraient dans ce sens l'année prochaine et au cours des années suivantes, d'autres séminaires ou réunions ayant le même objectif pourront avoir lieu dans d'autres régions.

20. Conformément à la résolution 2906 (XXVII) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a transmis aux gouvernements, aux institutions spécialisées et aux autres organisations intergouvernementales ainsi qu'aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social son rapport sur le programme pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme³, afin qu'ils adoptent les mesures qu'ils pourraient souhaiter entreprendre pour donner effet aux suggestions contenues dans le rapport. Le Secrétaire général pour sa part a été autorisé à prendre les mesures nécessaires pour la mise en œuvre des suggestions qui étaient de son ressort.

21. Conformément à cette même résolution, le Secrétaire général a présenté à la session en cours de l'Assemblée générale un rapport intérimaire sur les préparatifs faits et les mesures prises en vue de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme (A/9133 et Add.1 et 2). Le chapitre II de ce rapport contient les rensei-

³ A/8820 et Corr.1.

⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément No 6*, chap. XX.

gnements que les gouvernements ont envoyés en ce qui concerne les activités qu'ils ont entreprises ou qu'ils envisagent d'entreprendre dans le cadre du vingt-cinquième anniversaire. Jusqu'ici, une vingtaine d'Etats Membres ont fourni de tels renseignements. On peut espérer que des communications seront reçues d'autres Etats Membres avant le 10 décembre prochain. Les communications reproduites témoignent de l'intérêt direct et concret que les différents pays portent à la célébration de l'anniversaire. En dehors de l'aspect purement cérémonial de cette commémoration, on voit en effet que des initiatives — certaines d'entre elles assez originales d'ailleurs — ont été prises pour donner une portée plus pratique et plus frappante à cette célébration et, notamment, pour y associer la population dans son ensemble et en particulier la jeunesse. Dans certains pays, tous les moyens d'information et de communication sont appelés à collaborer pour toucher le grand public. Par ailleurs, des mesures humanitaires, comme la libération de prisonniers politiques, sont envisagées.

22. Au chapitre III du rapport, on trouve un aperçu des mesures et activités entreprises et projetées par l'Organisation des Nations Unies. Les suggestions approuvées par l'Assemblée générale se traduisent d'ores et déjà par des mesures que l'on s'est efforcé de rendre aussi efficaces que possible. Ainsi, dans sa résolution 2906 (XXVII), l'Assemblée générale a décidé de tenir une réunion spéciale le 10 décembre 1973 et de lancer à cette date la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Des préparatifs sont actuellement en cours pour organiser cette séance spéciale et l'on espère que, comme dans le passé, les gouvernements feront une place dans leurs délégations à cette solennité à des personnalités qui ont participé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. Lors de cette séance solennelle, un ou plusieurs prix des droits de l'homme seront décernés à des personnes ayant contribué de façon exceptionnelle au progrès et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les lauréats seront choisis par un comité spécial composé du Président de l'Assemblée générale, du Président du Conseil économique et social, du Président de la Commission des droits de l'homme, de la Présidente de la Commission de la condition de la femme et du Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Les prix consisteront en des plaques de métal portant le sceau des Nations Unies et un motif artistique, et sur lesquelles sera gravée une citation appropriée. Les gouvernements, les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales ont été invités à présenter des candidatures pour l'attribution de ces prix.

23. C'est au Service de l'information qu'incombe essentiellement la tâche de diffuser et de disséminer la Déclaration universelle des droits de l'homme et de faire connaître au public l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour en promouvoir les principes. Le rapport du Secrétaire général illustre, dans ses paragraphes 13 à 39, les efforts très poussés qui sont déployés à cet effet par le Service de l'information. Des publications et une documentation extrêmement variées ont été préparées, éditées en plusieurs langues et distribuées aux bureaux régionaux et aux centres d'information. Les moyens audio-visuels sont également utilisés. Ce vaste effort de publicité est

d'ailleurs coordonné avec les activités correspondantes des organes d'information des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies intéressés.

24. De son côté, la Division des droits de l'homme a préparé deux publications. L'une est l'édition revue et augmentée du *Recueil d'instruments internationaux des Nations Unies*⁵, qui avait été publié en 1968 à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme et de la Conférence internationale des droits de l'homme de Téhéran. L'autre, qui doit paraître d'ici peu, est une étude des mesures prises et des méthodes employées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme⁶, basée sur un document miméographié également établi pour la Conférence de 1968, et le mettant à jour. Ces deux publications mettront à la disposition des spécialistes, des enseignants, des journalistes et de toutes les personnes intéressées des renseignements dont ils pourront certainement faire leur profit et qu'ils pourront contribuer à diffuser sous une forme appropriée. Pour sa part, l'Administration postale des Nations Unies émettra un timbre commémoratif spécial à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire, et des cachets spéciaux seront utilisés pour oblitérer le courrier de l'Organisation des Nations Unies à partir du 3 décembre 1973.

25. En outre, il est dans l'intention du Secrétaire général de lancer un message spécial pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire. Le Directeur général de l'OMS, le Directeur général de l'UNITAR, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et l'Administrateur du PNUD ont envoyé des messages dont le texte figure au chapitre III du rapport du Secrétaire général.

26. Les institutions spécialisées, notamment l'OIT, l'UNESCO, l'UPU, l'OMS et la FAO, ont de leur côté fait des préparatifs très actifs en vue de célébrer le vingt-cinquième anniversaire. Le chapitre IV du rapport du Secrétaire général contient des détails à ce sujet. Quant aux activités des organisations intergouvernementales régionales, le chapitre V fournit des renseignements sur les projets du Conseil de l'Europe et de l'Organisation des Etats américains.

27. Au chapitre VI, le rapport du Secrétaire général donne des exemples de la façon dont les organisations non gouvernementales, tant individuellement que collectivement, se proposent de prendre part à la célébration. Certaines organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement aux droits de l'homme envisagent de convoquer au Siège de l'Organisation des Nations Unies une conférence spéciale à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire afin d'évaluer l'œuvre accomplie en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme et d'examiner les nouveaux problèmes qui se posent dans ce domaine. L'Organisation des Nations Unies accueille avec satisfaction l'idée d'une telle conférence et fera tout son possible pour contribuer à son succès. En outre, chacune dans sa propre sphère, les organisations non gouvernementales ont pris l'initiative d'une grande variété d'activités et de programmes commémoratifs. La Fédération mondiale des associations pour les Na-

⁵ *Droits de l'homme : Recueil d'instruments internationaux des Nations Unies* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.XIV.2).

⁶ A paraître en tant que publication des Nations Unies, numéro de vente : F.74.XIV.2.

tions Unies assume à cet égard un certain rôle de direction, et par l'intermédiaire de ses filiales et de ses comités spéciaux elle s'emploie à stimuler les activités ayant pour but de favoriser l'éducation des jeunes dans l'esprit des droits de l'homme.

28. Les activités qui vont être déployées par les Etats et les organisations internationales à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et dont un aperçu sommaire et préliminaire vient d'être présenté permettront sans aucun doute de répondre au vœu exprimé par l'Assemblée générale que cette célébration soit digne en tout point de la circonstance. Le rayonnement de la Déclaration universelle s'en trouvera accru et amplifié. Toutefois, cette célébration ne doit pas être une manifestation rituelle éphémère. Il est, certes, indispensable de faire en sorte que la Déclaration universelle soit

mieux connue, qu'elle soit encore plus généralement reconnue. Mais il faudrait arriver à ce qu'elle soit authentiquement vécue, qu'elle imprègne la conscience de chacun et détermine les politiques nationales comme les comportements individuels et collectifs. C'est seulement à cette condition que pourront cesser les affronts à la dignité humaine dont le monde est chaque jour le témoin impuissant, les odieuses discriminations qui sévissent encore, les violences et les brutalités qui s'exercent au mépris des règles de droit les plus élémentaires, les défis à la civilisation et au progrès que sont la faim et l'analphabétisme. Une action tenace et persévérante s'impose à tous les niveaux si l'on veut que l'admirable message de la Déclaration universelle des droits de l'homme soit entendu de tous et pratiqué par tous pour le bien de l'humanité tout entière.

La séance est levée à 11 h 40.

1997^e séance

Lundi 15 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.1997

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé : rapport du Secrétaire général (fin)
[A/9073]

EXAMEN D'UN PROJET DE RÉSOLUTION (fin)

1. M. COSTA COUTO (Brésil) indique qu'après avoir procédé à des consultations intensives, les auteurs du projet de résolution qu'il a présenté à la précédente séance¹, désireux de voir ledit projet adopté à l'unanimité ou par consensus, souhaitent apporter de légères modifications à leur texte. Il s'agit de remplacer, dans le paragraphe 1 du dispositif, les mots "la nécessité de l'adoption d'" par "qu'il serait souhaitable d'adopter" et d'ajouter à la fin du paragraphe 3 le membre de phrase suivant : "en tenant compte des délibérations et des conclusions de la Conférence diplomatique".

2. M. Costa Couto annonce que la délégation tunisienne s'est jointe aux auteurs du projet.

3. M. SHAFQAT (Pakistan) rappelle que lorsqu'il a présenté le projet de résolution lors de la précédente session, le représentant du Brésil a clairement expliqué les raisons qui ont amené les délégations brésilienne et pakistanaise à suggérer le renvoi de l'examen du projet de convention à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. La délégation pakistanaise — qui saisit cette occasion pour réaffirmer que son pays est, en principe, favorable à l'élaboration d'une convention relative à la protection des journalistes — a constaté, au cours des débats, que plusieurs articles ont été interprétés de façon différente par un certain nombre de délégations et que des doutes

ont été exprimés concernant la façon dont certaines dispositions seront appliquées dans le contexte de différentes catégories de conflit. Par ailleurs, certaines délégations se sont demandé si les dispositions de la convention ne feraient pas double emploi avec les Protocoles de Genève, et si, en conséquence, il ne serait pas préférable de poursuivre la discussion des projets d'articles après la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, de façon à tenir compte des résultats de ses travaux; c'est cette idée que traduit l'amendement proposé pour le paragraphe 3 du dispositif.

4. M. Shafqat est certain que les deux amendements proposés par le Brésil recueilleront un appui unanime.

5. M. KEITA (Guinée) déclare que ce n'est pas par indifférence que la délégation guinéenne n'a pas participé au débat sur la question à l'étude. Mais elle estime qu'il s'agit d'une question qui prête à controverse et qui devrait par conséquent être étudiée plus avant; c'est pourquoi elle souscrit aux propositions contenues dans le projet de résolution. Le renvoi de l'examen de la question à la vingt-neuvième session permettra à la délégation guinéenne d'étudier plus à fond le problème. M. Keita estime que le projet de résolution devrait mentionner les amendements proposés au cours des débats.

6. M. BAL (Mauritanie), rappelant que la délégation mauritanienne a formulé certaines observations au cours de la discussion, fait observer qu'au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution il est certes question de transmettre à la Conférence diplomatique les observations et suggestions faites pendant la vingt-huitième session, lesquelles, de l'avis de la délégation mauritanienne, sont aussi importantes que les projets d'articles eux-mêmes, mais qu'il n'est pas fait mention d'un document spécial dans lequel elles seraient

¹ Distribué ultérieurement sous la cote A/C.3/L.2009.